

1^{ères} journées du développement du GRES

Colloque « Le concept de développement en débat »

16 et 17 septembre 2004

Université Bordeaux IV

**Une conception de la richesse non marchande
pour sortir du faux dilemme croissance-décroissance**

Jean-Marie Harribey

Maître de conférences

**Centre d'Economie du développement (IFREDE-GRES)
Atelier de Recherches Théoriques François Perroux**

**<http://harribey.u-bordeaux4.fr>
harribey@u-bordeaux4.fr**

Version du 30 septembre 2004

Le développement du capitalisme est défini par Marx comme « une immense accumulation de marchandises »¹. Son extension touche aujourd'hui tous les aspects de la vie sociale en quelque coin de la planète que ce soit, elle menace la survie de fractions entières de l'humanité et elle met à mal les équilibres écologiques. D'aucuns considèrent alors que, puisque le développement économique n'a pas permis de réduire la pauvreté, mais qu'il l'a, dans certains cas, provoquée ou aggravée, puisqu'il épuise toutes les ressources naturelles et pollue la nature, il convient de renoncer au développement et de promouvoir la « décroissance ». D'autres tirent argument de ces impasses pour demander que de nouveaux indicateurs de richesses soient construits.

Le projet de reconsidérer la richesse revêt une importance considérable car il met en cause les fondements de l'idéologie entourant le progrès économique qui n'est pensé qu'en termes de croissance de la production monétaire, voire marchande, parce que seule celle-ci est susceptible de fournir une base à l'accumulation du capital. Au début du XXI^e siècle, le régime d'accumulation financière qui prévaut tente de généraliser à l'ensemble des activités humaines le processus de marchandisation, tout en modifiant la répartition de la valeur créée dans un sens encore plus favorable aux détenteurs de capitaux. Les rapports de production et les rapports de répartition sont si étroitement imbriqués que la critique de la conception dominante du bien-être est nécessaire. Mais il faut se garder de prendre l'effet pour la cause. Ce ne sont pas les indicateurs de richesse qui impriment leur marque au développement capitaliste. C'est l'inverse. Aussi est-il sans doute important d'éviter quelques contresens et de porter la critique là où elle doit l'être : au cœur des rapports sociaux capitalistes. D'autant que l'on voit se développer un nouvel habillage de ces derniers derrière le discours sur la « nouvelle économie » dont le caractère virtuel serait une source miraculeuse de création de richesse. C'est une raison supplémentaire de distinguer nettement la contestation indispensable des conceptions traditionnelles de la richesse et un certain nombre de mythes présents dans le débat public.

Nous nous proposons de montrer deux choses. Premièrement, le dilemme croissance-décroissance est un faux dilemme dès l'instant où l'on déconnecte cette question de celle de la critique des rapports sociaux capitalistes. Deuxièmement, face à l'identification de la richesse sociale à la marchandise théorisée par l'idéologie libérale, il est possible de définir et de fonder sur les plans théorique et pratique une conception de la richesse hors du sentier de la valeur marchande.

1. Le débat croissance-décroissance doit être posé en termes de rapports sociaux

Les responsables politiques, les décideurs économiques et les observateurs quasi unanimes des media ont tous les yeux rivés sur les courbes de la croissance économique en espérant que, après trente années jugées calamiteuses, le monde puisse retrouver une croissance économique plus forte et surtout durable à la faveur de la révolution technique née de l'informatisation et de la communication. La « nouvelle économie » qu'ils avaient cru déceler dans la décennie 1990 a fait long feu, accompagnant dans sa chute la Bourse et ses promesses d'enrichissement mirifique, mais ils avaient de nouveau bon espoir en 2003 car les taux de croissance des derniers trimestres aux Etats-Unis les faisaient rêver : 7 ou 8% en rythme annuel. Las ! Ils doivent déchanter car la hausse du prix du pétrole risque de faire envoler leurs espoirs. La *doxa* est bien résumée par cette problématique : « La croissance de

¹ . K. Marx [1965, p. 561].

l'économie mondiale risque-t-elle d'être affectée par l'envolée des prix de l'or noir ? »² Jamais la question inverse n'est posée : la croissance ne risque-t-elle pas de nous précipiter plus rapidement vers l'épuisement des ressources ?

Les impasses du développement capitaliste

Les contraintes énergétiques semblent oubliées bien qu'elles se renforceront au fur et à mesure que les ressources d'origine fossile s'épuiseront avant qu'on ait mis en œuvre des programmes axés sur les énergies renouvelables. Oubliée également la raréfaction d'un grand nombre d'autres ressources naturelles ou bien leur dégradation comme celle qui atteint l'eau, l'air, les sols, etc. Oubliées les émissions de gaz à effet de serre qui condamnent au réchauffement climatique, à la modification du régime des pluies dans le monde et à l'élévation du niveau des océans noyant des régions entières aujourd'hui mises en culture, surtout dans les pays pauvres. Pour tous les idéologues de la croissance, l'écologie, c'est-à-dire la prise en compte des relations de l'homme et de la nature, n'existe pas : l'activité économique s'effectue *in abstracto*, en dehors de la biosphère.

L'éviction du réel physique du champ de vision dominant se double d'une éviction du réel social. Tous ceux qui se perdent en incantations à la croissance veulent ignorer les profondes mutations que le capitalisme a connues depuis plus d'un quart de siècle. Pour sortir de la crise de rentabilité qu'il avait subie à la fin des années 1960 et au début des années 1970, le capitalisme a pris le tournant néo-libéral sous le régime duquel nous vivons maintenant. Cela lui a permis de rétablir ses profits mais d'une manière particulièrement violente : en imposant aux salariés du monde entier chômage, précarité, austérité, restrictions des droits, et en récusant toute régulation politique qui permettrait d'atténuer les chocs. Ce faisant, il bute sur ses propres contradictions : la croissance économique est anémique dans la plupart des pays développés et les remèdes administrés sont défailants. Les causes de la crise du capitalisme et de son modèle de développement ne sont pas dépassées parce qu'il est enfermé dans une triple impasse : financière car les exigences accrues des rentiers pèsent sur les décisions d'investissement en élevant le seuil à partir duquel celui-ci est envisagé, sociale car le modèle libéral du moins-disant social se révèle pervers et écologique car le productivisme atteint ses limites.

Nous ne sommes donc pas seulement en présence d'une simple crise économique, classique dans l'histoire du capitalisme, mais d'une crise systémique globale, mettant en cause les conditions de reproduction de la société, tant dans ses aspects matériels que culturels, et, plus généralement encore, menaçant les conditions de reproduction de la vie. Cette crise atteint, par voie de conséquence, les représentations dominantes, celles-là mêmes qui assuraient que le progrès humain serait nécessairement au bout du progrès matériel, au bout du développement économique que ce progrès matériel engendrait. Or, aujourd'hui le développement est en crise parce que le processus d'accumulation de richesses soumis au règne du profit entre en contradiction avec l'ensemble des procédures de régulation des rapports sociaux et des rapports entre l'homme et la nature qui permettraient à la vie en société d'être « soutenable », c'est-à-dire, tout simplement, supportable ou vivable.³

Dans ce contexte est né un engouement extraordinaire pour le mot d'ordre de « développement durable » ou « soutenable » depuis que l'ONU et, à sa suite, tous les gouvernements, chefs d'entreprises multinationales, ONG, économistes bien intentionnés, etc., en ont popularisé le concept : assurer le bien-être des générations présentes sans compromettre celui des générations futures. Qui ne peut souscrire à un tel programme ? Mais celui-ci est entaché d'un vice fondamental : la poursuite d'une croissance éternelle est

² . P.A. Delhommais [2004].

³ . Voir J.M. Harribey [1997 ; 1998].

supposée être compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux. « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable »⁴, déclarait le rapport Brundtland en 1987. Ce postulat est fondé sur deux affirmations très incertaines.

La première est d'ordre écologique : la croissance pourrait se poursuivre parce que l'intensité en ressources naturelles requise par la production diminue avec le progrès technique. Autrement dit, on pourrait produire toujours davantage avec moins de matières premières et d'énergie. Or, les faits sont têtus : la baisse de l'intensité en ressources naturelles est indéniable mais elle est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production, et, ainsi, la ponction sur les ressources et la pollution continuent d'augmenter, comme le reconnaît le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement : « Partout dans le monde, les processus de production sont devenus plus économes en énergie depuis quelques années. Cependant, vu l'augmentation des volumes produits, ces progrès sont nettement insuffisants pour réduire les émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale. »⁵ Et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'alarme du ralentissement des progrès accomplis en matière d'intensité énergétique : entre 1973 et 1982, cette dernière avait diminué en moyenne de 2,5% par an dans les pays représentés au sein de l'AIE, puis seulement de 1,5% par an de 1983 à 1990 et de 0,7% par an depuis 1991⁶.

La deuxième affirmation frappée d'incertitude est d'ordre social : la croissance économique serait seule capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer les cohésions sociales. Or tout porte à croire le contraire car la croissance capitaliste est nécessairement inégale, destructrice autant que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. De plus, depuis quarante ans, alors que globalement le monde a connu un accroissement considérable de la richesse produite, les inégalités ont explosé : l'écart entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches est passé de 1 à 30 à 1 à 80. L'approfondissement des écarts, aussi bien entre les pays riches et les pays pauvres qu'au sein même des pays riches, n'est pas étonnant : le passage à un régime d'accumulation financière provoque un profond chamboulement des mécanismes de répartition de la valeur produite puisque l'élévation des exigences de rémunération des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes, condamne la part de la valeur ajoutée attribuée aux salariés à décroître, tant sous forme de salaires directs que de prestations sociales.

La faille principale des promoteurs officiels du concept de développement durable est leur incapacité à penser l'avenir en dehors du paradigme de la croissance économique éternelle. En dépit des dégâts sociaux et écologiques, le développement durable que presque personne ne veut dissocier de la croissance fonctionne comme une drogue dure. Lorsque la croissance est forte, l'illusion est entretenue qu'elle peut résoudre les problèmes – qu'elle a pour la plupart fait naître – et qu'ainsi, plus grande est la dose, mieux le corps social s'en portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et est d'autant plus douloureux qu'aucune désintoxication n'a été prévue.

Aussi l'*anémie* actuelle de la croissance ne doit-elle pas dissimuler l'*anomie* grandissante dans les sociétés minées par le capitalisme libéral. Celui-ci est incapable d'indiquer un sens à la vie en société autre que celui du consumérisme, du gaspillage, de l'accaparement des ressources naturelles et des revenus issus de l'activité économique et en fin de compte des inégalités. La drogue de la croissance est le nouvel opium des peuples dont les repères culturels et les solidarités collectives sont brisés pour qu'ils sombrent dans le

⁴ . Commission mondiale sur l'environnement et le développement [1987, p. XXIII].

⁵ . PNUD [2002, p. 28].

⁶ . AIE [2004].

gouffre sans fond de la marchandisation. Le premier chapitre du *Capital* de Marx critiquant la marchandise était particulièrement prémonitoire⁷.

L'impasse du recul qui ne dit pas son nom

Comment alors s'opposer à la dérive de plus en plus dangereuse d'un système dont la logique d'accumulation impose une fuite en avant proprement suicidaire ? Les propositions de « décroissance » et de « sortie du développement » séduisent aujourd'hui quelques acteurs et théoriciens⁸ appartenant à la famille anti et/ou alter-mondialiste. Le développement est accusé d'être un « mot fétiche »⁹ selon Gilbert Rist et le développement durable est récusé comme étant un « oxymoron »¹⁰ selon Serge Latouche. Si l'on peut partager avec eux une grande part des critiques apportées à ce développement que nous avons connu jusqu'ici, leurs propositions ne sont guère recevables, à la fois pour des raisons théoriques et pratiques.

Trois raisons théoriques peuvent être invoquées. La première tient à la fragilité du concept d'Occident qui sert de soubassement à la critique anti-développementiste. Peut-on à la fois dénoncer l'Occident comme facteur de désintégration matérielle et culturelle des sociétés traditionnelles parce qu'il impose de force son développement et comme responsable du maintien d'une majorité de la population mondiale en dehors des fastes et des frasques du développement ? De plus, s'il est certain que l'Occident a imposé à tous les peuples de la terre une vision de l'avenir des sociétés qui ne pourrait passer que par le chemin qu'il a lui-même emprunté, on peut difficilement refuser toute idée de droits humains fondamentaux. Même si l'héritage des Lumières est encombré de mythes autour d'une certaine conception, souvent mécaniste, du progrès, il n'en reste pas moins une valeur essentielle que l'on doit tenir pour inaliénable : celle qui pose l'humain dans chaque être humain. Sans l'affirmation de cette valeur-là, la communauté humaine n'est pas possible et, au contraire, tous les pires excès jusqu'aux crimes contre l'humanité le deviennent. Donc, la critique de la domination occidentale est justifiée mais ne doit pas être confondue avec un relativisme culturel – qui paradoxalement serait érigé en absolu – car beaucoup de sociétés traditionnelles ont également connu des formes de domination exercée par des humains sur leurs semblables ou par les hommes sur les femmes. Réaffirmer le principe de droits universels ne signifie pas retourner à la croyance libérale en des droits naturels comme celui de la propriété privée. En effet, les droits universels sont une construction sociale qui résulte d'un projet politique d'émancipation permettant à un nouvel imaginaire de s'installer sans que celui-ci se réduise à « l'imaginaire universaliste des "droits naturels" » que critiquait Cornelius Castoriadis¹¹.

La deuxième raison théorique qui peut faire douter de la pertinence de la posture anti-développementiste est qu'elle attribue l'échec des stratégies du développement au supposé vice fondamental de tout développement et jamais aux rapports de forces sociaux qui, par exemple, empêchent les paysans d'avoir accès à la terre à cause des structures foncières. D'où l'éloge sans nuance de l'économie informelle en oubliant que cette dernière vit souvent sur les restes de l'économie officielle. Et d'où la définition de la sortie du développement comme une sortie de l'économie parce que celle-ci ne peut être différente de ce qu'elle est : une économie autre que celle qu'a construite le capitalisme ne peut exister. La rationalité de l'économie, au sens où l'on économise les efforts de l'homme au travail et les ressources naturelles utilisées pour produire, est mise sur le même plan que la rationalité de la rentabilité, c'est-à-dire du profit. L'amélioration de la productivité, même celle qui aurait pour but de réduire l'effort de

⁷ . K. Marx [1965].

⁸ . La plupart des auteurs de ce courant se réfèrent à N. Georgescu-Roegen [1995]. Voir S. Latouche [1989, 1994, 2001] ; G. Rist. [2001] ; *L'Ecologiste* [2001] ; *Silence* [2002].

⁹ . G. Rist [2003, p. 147].

¹⁰ . S. Latouche [2002].

¹¹ . C. Castoriadis [1990, p. 193].

l'homme ou la ponction sur les ressources rares, est assimilée à du productivisme¹². En bref, il nous est dit que la chose économique n'existe pas en dehors de l'imaginaire occidental qui la crée. Au prétexte que certaines cultures ne connaissent pas les mots « économie », « développement » dont l'usage nous est, à nous occidentaux, familier. Mais l'absence de mots équivaut-elle à l'absence d'une réalité matérielle, c'est-à-dire de la production des moyens d'existence ? La production est une catégorie anthropologique même si le cadre et les rapports dans lesquels elle est réalisée sont sociaux. Il résulte de cette confusion – qui revient à refaire du capitalisme une donnée universelle et non historique, rappelant curieusement le dogme libéral – une incapacité à penser simultanément la critique du productivisme et celle du capitalisme : seule la première est menée mais sans qu'elle soit rattachée à celle des rapports sociaux dominants. Vouloir donc « sortir de l'économie »¹³ tout en prétendant réenchasser, « l'économique dans le social »¹⁴ semble bien au moins aussi contradictoire que de faire la promotion d'un développement durable véritablement insoutenable parce qu'on n'en aurait pas changé ni les finalités ni le contenu.

La troisième raison d'ordre théorique de rejeter l'argumentation anti-développementiste relève de la logique la plus élémentaire. A la croissance économique élevée au rang d'objectif en soi par le capitalisme parce qu'il en a absolument besoin pour poursuivre son accumulation, les anti-développementistes opposent la décroissance, elle-même érigée en objectif en soi¹⁵. Mais il s'agit de deux sophismes miroirs l'un de l'autre : la croissance veut faire tendre la production vers l'infini et la décroissance ne peut que la faire tendre vers zéro si aucune borne n'est mise à ce processus. Le principal théoricien en France de la décroissance, S. Latouche, semble d'ailleurs en être conscient puisqu'il écrit : « Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit pour les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la "croissance négative", expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance. »¹⁶ Or, si les mots ont encore un sens, dire que la décroissance n'est pas la diminution de la production est une tromperie. S. Latouche tente de sortir de ce piège en disant vouloir « sortir de l'économie de croissance et entrer dans une "société de décroissance" ». Cela signifie-t-il que la production continuerait de croître et que ce ne serait donc point de la décroissance ? Ou bien qu'elle serait maîtrisée, auquel cas le désaccord s'estomperait ? D'ailleurs, S. Latouche finit par convenir que ce mot d'ordre de décroissance pour tous les habitants de la terre est inadéquat : « En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour : même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des "sociétés de croissance". »¹⁷ Mais subsiste une terrible ambiguïté : les populations

¹² . La productivité du travail est le rapport de la production et de la quantité de travail nécessaire. L'accroissement de la productivité n'est pas nécessairement synonyme de productivisme s'il est utilisé pour réduire le temps de travail de chacun. Il ne dérive vers le productivisme que s'il est utilisé pour accroître indéfiniment la production et donc le niveau de vie matériel, sans RTT ou très peu. Dans ce cas, il est obtenu le plus souvent par une intensification du travail qui aggrave les conditions de celui-ci et il occasionne une ponction croissante sur les ressources naturelles avec la pollution en prime. Mais ces conséquences ne découlent pas mécaniquement de la recherche de gains de productivité ; elles résultent d'un choix d'utiliser ces gains pour promouvoir une croissance économique illimitée. Voir J.M. Harribey [2003].

¹³ . S. Latouche [2003-a, p. 275] ; voir aussi du même auteur [2003-b, p 168].

¹⁴ . S. Latouche [2003-a, p. 278].

¹⁵ . *Silence* [2003].

¹⁶ . S. Latouche [2003-c, p. 127].

¹⁷ . S. Latouche [2003-d, note 11].

pauvres peuvent-elles accroître leur production, ou bien les sociétés de « non croissance » qui sont pauvres doivent-elles le rester ?

Toutes ces considérations théoriques nous mènent à d'autres plus pratiques mais non moins importantes. Tellement importantes qu'elles suffiraient à elles seules à rejeter les thèses précédentes. Le mot d'ordre de décroissance immédiate pour sortir du développement a le tort de mettre sur le même plan les six milliards d'êtres humains, en oubliant les innombrables inégalités qui existent aujourd'hui et les immenses besoins sociaux qui restent à satisfaire. Il faut réaffirmer avec force que les populations pauvres ont droit à un temps de croissance. L'opinion renvoyant l'extrême pauvreté à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur registre imaginaire est irrecevable¹⁸. Il faudra bâtir des écoles pour supprimer l'analphabétisme et des centres de soins pour permettre à toutes les populations de se soigner et il faudra créer des réseaux pour amener l'eau potable partout et pour tous. Et tout cela représente de la production supplémentaire, c'est-à-dire de la croissance économique pendant au moins un certain temps. Dans l'état de dénuement d'une grande partie de la population mondiale, il est faux d'opposer la qualité du bien-être à la quantité de biens disponibles.¹⁹ Il est donc parfaitement légitime de choisir de continuer à appeler *développement* la possibilité pour tous les habitants de la terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation. Par ailleurs, les dégâts, en termes de dégradations et de pollution, occasionnés par le développement capitaliste sont tels qu'ils nécessiteront des activités de réparation très importantes qui constitueront une occasion de croissance du PIB, sans qu'elle puisse être considérée comme une amélioration du bien-être par rapport à la situation d'avant les dégâts, mais sans laquelle la diminution du bien-être serait indiscutable.

Sortir de la contradiction

A la racine des discussions évoquées ci-dessus figure une controverse entre ceux qui pensent qu'une différence existe entre croissance et développement et ceux qui voient dans les deux phénomènes une même logique d'extension perpétuelle conduisant à l'impasse. La difficulté provient du fait que la seconde position est assez simple à repérer puisqu'on la retrouve chez les partisans de la décroissance qui sont en même temps anti-développementistes, alors que la première position est revendiquée tant par des économistes libéraux que par des économistes anti-libéraux. Les libéraux, notamment ceux qui officient dans les institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, affirment poursuivre des objectifs qualitatifs ne se réduisant pas à la croissance matérielle, surtout depuis que les plans d'ajustement structurel ont provoqué les dégâts que l'on sait. Mais cette distinction entre croissance (quantitative) et développement (qualitatif) est une imposture dans la problématique libérale dès lors que la croissance est considérée comme éternellement nécessaire et possible pour devenir une condition nécessaire et suffisante du développement. Les économistes anti-libéraux, issus du marxisme, du structuralisme ou du tiers-mondisme des années 1960-70, qui revendiquent eux aussi la distinction entre croissance et développement, ont beaucoup de mal alors à faire valoir qu'il est possible de la fonder puisqu'apparaissent aujourd'hui les dégâts sociaux et écologiques d'un mode de développement qui semble indissociablement lié à la croissance. Les

¹⁸ . S. Latouche répond ainsi à Christian Comelieu : « "Les maux du monde actuel, écrit Comelieu, sont dramatiques et nul n'est autorisé à les ignorer." Certes, mais ces maux, quels sont-ils ? Sont-ils les mêmes pour nous et pour le paysan africain, l'imam yéménite, le coolie chinois ou le guerrier papou ? Là où nous décodons "pauvreté matérielle" à partir de notre grille de lecture économique, le second verra la marque indubitable de la sorcellerie, le troisième le triste spectacle de l'impureté rituelle, le quatrième un dérèglement du ciel et le cinquième un problème avec les ancêtres décédés. [S. Latouche, 2003-c, p. 131].

¹⁹ . Pour un approfondissement, voir ATTAC [2004].

adversaires de tout développement ont ainsi beau jeu de récuser croissance et développement en niant toute possibilité de les distinguer, de les dissocier, *aujourd'hui comme demain*.

Comment sortir de cette contradiction ? En reconnaissant qu'effectivement le capitalisme nous oblige à considérer de fait la croissance et le développement comme une identité, c'est-à-dire à voir dans la première une condition nécessaire et suffisante, en tout temps et en tout lieu, du second, l'amélioration du bien-être humain ne pouvant passer que par l'accroissement de la quantité de marchandises. Sur le plan théorique, il convient de se démarquer à la fois de l'idéologie libérale qui assimile croissance et développement du bien-être, de celle symétrique des opposants à tout développement au prétexte que celui-ci ne pourrait là encore être dissocié de la croissance dévastatrice, et aussi de celle qui a longtemps fait figure de position originale à la suite de François Perroux, consistant à dire que la croissance n'était certes pas une condition suffisante du développement mais qu'elle en restait une condition nécessaire. Aujourd'hui, le moment est venu de dire que le développement n'implique pas toujours nécessairement la croissance.

La discussion théorique concernant les rapports entre croissance et développement peut alors être schématisée par les trois propositions suivantes :

Proposition 1 :
développement \Leftrightarrow croissance
(la croissance est une condition nécessaire et suffisante du développement)

Proposition 2 :
développement \Rightarrow croissance
(la croissance est une condition nécessaire du développement mais non suffisante)

Proposition 3 :
développement $\not\Rightarrow$ croissance
(la croissance n'est ni une condition suffisante, ni une condition toujours nécessaire du développement, ce qui signifie que la croissance peut être dans certaines circonstances nécessaire au développement ; autrement dit, logiquement parlant, le développement n'implique pas non plus le contraire de la croissance : développement $\not\Rightarrow$ décroissance)

Seule, la proposition 3 permet de refonder une distinction radicale entre les deux concepts de croissance et de développement : l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise et de la valeur d'échange, mais sur celui de la valeur d'usage et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle.

Par rapport aux enjeux d'équilibres sociaux et écologiques planétaires, la voie la plus raisonnable à long terme pour les pays riches est donc celle d'une économie réorientée vers la qualité des produits et des services collectifs, d'une répartition primaire des revenus équitable, d'une baisse régulière du temps de travail au fur et mesure des gains de productivité, seule manière de promouvoir l'emploi en dehors de la croissance forte et d'inaugurer ainsi une ère de croissance consciemment ralentie préparatoire à un recul des productions inutiles ou dangereuses. Le mot d'ordre de décroissance, indistinctement pour tous les peuples ou pour tout type de production, est donc injuste et inefficace. D'abord parce que le capitalisme impose actuellement une certaine décroissance, surtout celle des biens et services qui seraient les plus utiles socialement : transports collectifs, santé, éducation, aide aux personnes âgées, etc. Ensuite parce que toute production n'est pas forcément polluante ou dégradante. Il ne faut

pas se laisser abuser par l'augmentation du PIB qui, parce qu'elle est évaluée monétairement, enregistre la croissance des activités de services dont la pression sur les écosystèmes n'est pas comparable à celle des secteurs industriels et agricoles. La nature de la croissance importe donc au moins autant que son ampleur. Les politiques macro-économiques doivent à l'avenir se fixer pour but d'organiser l'utilisation planétaire des ressources de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction de leurs besoins essentiels et que les plus riches deviennent économes. Au sein de ces derniers, il convient de penser les politiques de court terme en fonction des transitions à assurer : le décrochage progressif de la croissance et du développement. Cela passe non pas par une décroissance aveugle inacceptable pour une majorité de citoyens aujourd'hui mais par une décélération ciblée et progressive permettant d'enclencher les transitions au sein des processus productifs et aussi dans les têtes. En sachant que toute remise en cause du modèle de développement actuel n'est réaliste qu'à condition de remettre en cause simultanément les rapports sociaux capitalistes qui en sont le support.²⁰

Continuer à appeler *développement* l'évolution d'une société qui utiliserait ses gains de productivité non pour accroître indéfiniment une production génératrice de pollutions, de dégradations de l'environnement, d'insatisfactions, de désirs refoulés, d'inégalités et d'injustices, mais pour diminuer le travail de tous en partageant plus équitablement les revenus de l'activité, ne constitue pas un retour en arrière par rapport à la critique du développement actuel. Réfléchir à l'utilisation différente des gains de productivité ne condamne pas plus à rester à l'intérieur du paradigme utilitariste. A partir du moment où l'on admet que l'humanité ne reviendra pas à l'avant-développement et que, de ce fait, les gains de productivité existent et existeront, leur utilisation différente doit être pensée et rendue compatible avec la reproduction des systèmes vivants. On peut faire l'hypothèse que la baisse du temps de travail peut contribuer à débarrasser notre imaginaire du fantasme de l'avoir pour mieux être et que l'extension des services collectifs, de la protection sociale et de la culture soustraits à l'appétit du capital est source d'une richesse incommensurable avec celle qui provient de la marchandisation du monde.

2. Une conception de la richesse non marchande

Le processus d'accumulation peut être analysé comme le triomphe de la *valeur* sur la *valeur d'usage* ou de la *valeur* sur la *richesse*. La critique de ce processus exige donc d'exhumer des catégories que l'économie politique avait jadis mises à l'honneur mais que l'idéologie libérale néo-classique avait rejetées parce que Marx en avait fait le pivot de sa critique du capitalisme. Ces catégories, loin d'être obsolètes, constituent le socle théorique pour comprendre les enjeux dissimulés derrière le concept de « soutenabilité » et déchirer le consensus mou qui entoure le « développement soutenable » ou « durable »²¹, dont tout le monde se réclame, des premiers pollueurs de la planète aux opposants les plus résolus au capitalisme libéral, en passant par tous les responsables politiques.

Retour sur la contradiction valeur d'usage/valeur

Les insuffisances de l'indicateur PIB sont bien connues. Elles tiennent au fait qu'il mesure uniquement ce qui relève de la sphère monétaire qui comprend elle-même deux compartiments : la sphère monétaire marchande (ce qui est produit pour être vendu sur le marché avec profit) et la sphère monétaire non marchande (les services collectifs à but non

²⁰ . Voir J.M. Harribey [2004-a].

²¹ . Voir J.M. Harribey [1997 ; 1998].

lucratif). Au sein de cette sphère monétaire sont produits des biens et services parce qu'ils sont (à tort ou à raison) considérés comme utiles, c'est-à-dire ayant une valeur d'usage. Mais, déjà, on voit que certains (les services collectifs) ont une valeur d'usage sans avoir de valeur d'échange marchande bien que monétaire. Mieux encore : les services rendus bénévolement dans la société ou les autres formes de richesse collective telles que la paix, la solidarité, le lien social, la création artistique non mercantile, ou encore le soleil et l'air, ont une valeur d'usage sans avoir de valeur monétaire.

La preuve est donc faite qu'Aristote avait raison et que Smith, Ricardo et Marx ont eu raison de lui donner raison sur ce point : la richesse ne se réduit pas à la valeur et la valeur ne vaut rien à côté des valeurs.

Récemment, en France, Dominique Méda et Patrick Viveret²², ont repris d'anciennes critiques du PIB en pourfendant les fondateurs de l'économie politique cités plus haut auxquels ils attribuent la responsabilité d'une conception étroite de la richesse. Ne s'agit-il pas d'un contresens ? Méda et Viveret redisent aujourd'hui que le PIB ne prend en compte que les productions monétaires, laissant de côté les autres richesses et, au contraire, intègre bon nombre de nuisances. Mais cela est connu depuis la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et leur tort est de s'attaquer aux penseurs qui ont établi cette séparation. Bruno Ventelou a-t-il raison de les rejoindre quand il écrit : « Toutes les variations non "marchandes" : qualité et quantité d'air pur, qualité et quantité des relations hors marché entre "individus", sont délaissées ou sous-estimées *faute d'entrer parfaitement dans la théorie*. »²³ ? Si elles ne sont pas *prises en compte*, au sens propre de l'expression, ce n'est pas parce qu'elles n'entrent pas dans la théorie, c'est parce qu'elles n'appartiennent pas – et c'est tant mieux – à la sphère monétaire. Méda joue sur la polysémie du terme *valeur* quand elle écrit : « J'ai moi-même plaidé pour qu'à côté des activités purement productives (le travail), on reconnaisse de la valeur – et derechef qu'on accorde un espace et un temps suffisants – aux activités politiques, familiales, culturelles et personnelles [...] »²⁴.

Méda, Viveret, Ventelou et bien d'autres ne mélangent-ils pas plusieurs plans de raisonnement et ne commettent-ils pas une erreur sur chacun d'eux ? *Primo*, il ne peut pas y avoir de définition du travail productif en soi ; celui-ci doit être chaque fois relié au rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. Quand Smith, Malthus et Marx parlaient de l'improductivité des services domestiques, il s'agissait d'une improductivité de valeur pour le capital et non pas d'une improductivité de valeurs d'usage. On ne peut que leur donner raison.

Secundo, la notion de travail productif n'a rien à voir avec la matérialité ou non de son résultat. Smith et Marx avaient certes raisonné sur la production matérielle parce qu'elle était quasiment le seul exemple sous leurs yeux qui engendrait l'accumulation du capital²⁵. Mais la possibilité d'un espace pour la production immatérielle et, plus généralement, pour toute la richesse existait. Marx disait que les deux sources de la richesse étaient la nature et le travail²⁶.

²² . D. Méda [1999] ; P. Viveret [2003].

²³ . B. Ventelou [2001, p. 119, souligné par moi]. Voir J.M. Harribey [2002-a].

²⁴ . D. Méda [2001, p. 76].

²⁵ . Même si la chose est moins nette chez Smith, on peut se référer à de multiples passages de Marx : « Le fait, pour le travail, d'être productif n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail, son utilité particulière ou la valeur d'usage particulière dans laquelle il se matérialise. » [1968, p.393]. « Certains travaux susceptibles d'être consommés uniquement comme services ne peuvent constituer des produits à part, transformables en marchandises autonomes ; toutefois, ils peuvent être exploités directement de manière capitaliste. *Mais, comparés à la masse de la production capitaliste, ces travaux sont quantitativement peu importants.* » [1968-c, p. 393-394, souligné par moi]

²⁶ . « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. » [Marx, 1965-a, p. 571]. « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La

En donnant une définition du travail productif dans l'économie capitaliste, il désignait le travail productif de plus-value pour le capital et non pas le travail productif en général de valeur d'usage. Dans son esprit, cela ne signifiait pas une approbation de cette restriction mais au contraire une dénonciation.

Tertio, au sujet des services collectifs, il convient donc à notre sens de s'écarter de la position définie par Smith²⁷ et que Marx a semble-t-il reprise parce que, à l'époque, la production de services collectifs était quasi inexistante et que les services fournis aux classes dominantes par les domestiques qu'elles s'attachaient n'engendraient évidemment aucun capital nouveau. Bien entendu, la rémunération de la domesticité est une dépense d'une partie du revenu (un « prélèvement ») de la classe dominante. Mais l'erreur serait de déduire du raisonnement de Smith qu'il s'agit d'un prélèvement stérile de quoi que ce soit. C'est un prélèvement stérile pour le capital puisqu'il aurait mieux valu pour celui-ci embaucher un salarié de plus dans l'industrie capitaliste pour produire des marchandises vendables sur le marché plutôt que de payer des domestiques à faire le ménage. Mais, d'une part, il n'est pas stérile de valeurs d'usage (les services produits par la domesticité), et, d'autre part, il donne lieu à un revenu supplémentaire reçu par la domesticité. Le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement (ce qui, soit dit en passant, est un truisme car toute dépense est effectivement un prélèvement sur un revenu) en ignorant que cette décision de dépense supplémentaire fait naître l'activité qui engendrera un produit et un revenu supplémentaires. Bref, c'est le domestique de Smith qui crée lui-même le revenu net additionnel qui le rémunèrera. C'est le grand mérite de Keynes d'en avoir donné la théorie qui, sur ce point, dépasse celle de Marx²⁸.

Appelons :

V les salaires versés par l'industrie capitaliste,

M les profits capitalistes (dont une part α est réinvestie, β est consommée, δ est dépensée en services domestiques, avec $\alpha + \beta + \delta = 1$),

W les salaires des domestiques,

C et I respectivement les biens de consommation et d'investissement produits par l'industrie capitaliste,

nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle!) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. » [Marx., 1965-b, p. 1413].

²⁷ . Smith [1991, tome 1, p. 417 et suiv.]. Dans les *Grundrisse*, Marx [1968-b, p. 242] reprend l'exemple de Senior à propos du fabricant de pianos et du pianiste : « Le fabricant de pianos reproduit du capital ; le pianiste ne fait qu'échanger son travail contre un revenu. » Telle quelle, la réponse de Marx n'est pas suffisante et dans d'autres passages, il l'affinera. Nous considérons que quatre cas de figure au sujet du pianiste sont à envisager qui correspondent à quatre modes de production abstraits. Premièrement, le musicien vient faire son récital devant son mécène et reçoit ensuite son obole des mains généreuses de son Altesse (tel fut le sort de Mozart à la cour de Vienne et de tant d'autres). C'est de ce cas dont parle Marx dans la citation ci-dessus et il le fait de manière correcte, mais ce cas ne reflète pas le mode de production capitaliste. Deuxièmement, le musicien est un artisan qui vend son produit à sa valeur reconnue par le marché, laquelle excède la valeur de sa seule force de travail et qui lui permet d'accumuler à petite échelle du capital (c'est ce point qui sépare l'artisan de l'artiste mozartien). Troisièmement, le musicien est employé comme professeur dans une école de musique privée appartenant à un capitaliste cherchant la rentabilité de son capital : le musicien est productif de capital. C'est, sans conteste, également le point de vue de Marx. Le problème théorique naît avec le quatrième cas de figure possible : le musicien est employé par l'Etat ou une collectivité quelconque qui ont décidé que tous les enfants devaient apprendre la musique en même temps que le calcul. Faut-il ranger ce musicien dans la même catégorie que Mozart ou bien dans une nouvelle catégorie, celle d'un travailleur ne produisant pas du capital mais du revenu ? Marx ne répond pas à cette question, mais établit pourtant la même typologie que celle proposée ci-dessus : « Une chanteuse qui chante comme un oiseau est un travailleur improductif. Lorsqu'elle vend son chant, elle est salariée ou marchande. Mais la même chanteuse, engagée pour donner des concerts et rapporter de l'argent, est un travailleur productif, car elle produit directement du capital. » [1968-c, p. 393].

²⁸ . Voir J.M. Harribey [2001-a ; 2004-b].

et δM la proportion de la plus-value représentant la valeur des services domestiques achetés par la classe dominante à la valeur de la force de travail domestique (donc la production de services dont la valeur est δM n'incorpore pas de nouvelle plus-value).

L'erreur serait de considérer que le produit net est de :

$$C + I = V + \alpha M + \beta M + (1 - \alpha - \beta)M = V + M.$$

En réalité, le produit net est de :

$$C + I + (1 - \alpha - \beta)M = C + I + \delta M = V + W + M.$$

Par rapport à une situation où elle n'aurait pas de domestiques, la classe capitaliste consomme moins de biens de consommation provenant de l'industrie capitaliste qu'elle laisse disponibles pour la consommation salariale agrandie par l'embauche de domestiques et, en revanche, elle consomme les produits du travail domestique.

Il est possible de donner une interprétation des dépenses publiques équilibrées par les impôts et cotisations sociales en partant du concept keynésien d'anticipation et en étendant son champ d'application à toutes les activités. Il y a dans notre système économique deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés (la demande dite effective) pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens privés marchands et de biens publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services publics et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers.

On pourrait objecter que les impôts d'une année servent à payer les dépenses publiques de l'année suivante et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse du type de la poule et l'œuf. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-S.A. ou d'Aventis. Dire que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs, car ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services

non marchands. Imaginons une économie où la propriété privée des moyens de production tende à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tende vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de revenu. Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production tout court et revenu seraient inchangés, voire diminueraient si les classes pauvres dont la propension marginale à consommer est plus forte se voyaient privés d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

En d'autres termes, les prélèvements obligatoires sont des *suppléments obligatoires consentis socialement* et leur paiement permet qu'ils soient renouvelés de période en période. Mais la pérennité de la production de services collectifs se heurte à une contradiction que seul le débat démocratique peut aider à dépasser : la demande de services collectifs par la société n'est qu'*implicite* car il existe un écart entre le consentement *collectif* à leur existence et les réticences *individuelles* au paiement de l'impôt qui sont nourries à la fois par les profondes inégalités devant celui-ci et par la croyance, entretenue par l'idéologie libérale, que le paiement de l'impôt est contre-productif et spoliateur.

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'Etat en fait un principe d'action dont la logique avait été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe que nous nommons *principe de la demande implicite anticipée*.

Appelons :

V les salaires versés par l'industrie capitaliste,

M les profits capitalistes (dont une part α est réinvestie, β est consommée en biens provenant de l'industrie capitaliste, γ est prélevée sous forme d'impôt par l'Etat, avec $\alpha + \beta + \gamma = 1$),

V' les salaires versés par l'Etat,

μ la part des salaires prélevés sous forme d'impôt par l'Etat,

C et I respectivement les biens de consommation et d'investissement produits par l'industrie capitaliste.

Dans la problématique libérale, la valeur ajoutée nette (ou produit net) est alors :

$$C + I = (1 - \mu)V + (1 - \gamma)M + \mu V + \gamma M = V + M$$

où l'intervention de l'Etat est supposée n'avoir aucune action sur le produit net.

La proposition qui est faite ici est de mesurer par $\mu (V + V') + \gamma M = V'$ la valeur monétaire non marchande des services rendus par les salariés de l'Etat et qui sont utilisés par les usagers (ménages et entreprises). Alors, la valeur ajoutée nette est égale à :

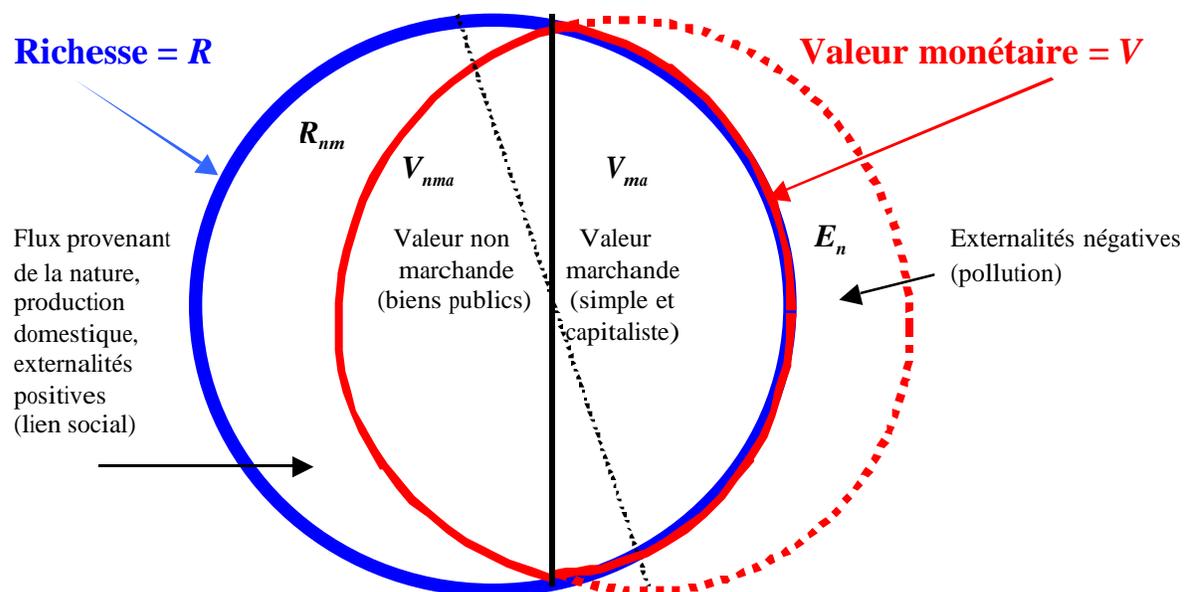
$$C + I + \mu (V + V') + \gamma M = (1 - \mu) (V + V') + \beta M + \alpha M + V' = V + V' + M.$$

La seule hypothèse nécessaire pour que $V + V' + M$ soit supérieur à $V + M$ et que cela ne soit pas qu'un simple transfert ajoutant du côté public ce que l'on a soustrait du côté privé, est que l'économie soit en sous-emploi et que des capacités productives soient donc disponibles.

Les libéraux contemporains assimilent richesse (la valeur d'usage) et valeur d'échange et n'accordent aucune place aux services publics, au point que l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisqu'à leurs yeux la satisfaction des besoins ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande confondue avec celle des valeurs d'usage. Or la

richesse ne se réduit pas au PIB, c'est-à-dire aux valeurs monétaires ajoutées par le secteur marchand et le secteur non marchand ; en outre, une partie de la valeur marchande est constituée de nuisances appelées externalités négatives qui ne sont pas de la richesse. Un autre problème naît avec la partie de la richesse correspondant à la qualité du bien-être ou aux dons de la nature, les externalités cette fois positives. Vouloir leur attribuer une « valeur » sans préciser qu'il s'agit d'une valeur qui ne peut être monétaire, qui se situe sur un autre plan que l'économique, celui du politique, de l'éthique et de l'esthétique, celui des « valeurs », au mieux entretient une redoutable ambiguïté, au pire constitue une grave erreur.

Beaucoup s'acharnent à essayer de compléter le PIB qui ne peut l'être. En somme, l'addition du PIB n'est pas fautive. Elle représente la valeur monétaire, une (petite) partie de la richesse. Le travail est bien le seul facteur susceptible de donner de la valeur monétaire, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange et, en plus, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail. Le champ couvert par le PIB est conventionnel : il dépend de l'étendue des activités que la société décide de monétariser ou non. De ce fait, pour une même quantité de valeurs d'usage et donc pour le même bien-être, le PIB peut être plus ou moins important.



Le tort des économistes libéraux et sociaux-libéraux est de considérer le croissant de lune à droite du schéma comme de la richesse et de vouloir marchandiser et monétiser la richesse non économique symbolisée par le croissant de lune à gauche du schéma.²⁹ Le fait que la sphère monétaire marchande et non marchande fonctionne en s'appuyant largement sur la sphère où ne se produisent que des valeurs d'usage (travail domestique pour contribuer à reproduire la force de travail par exemple) ou bien dans laquelle on puise allègrement (éléments naturels) n'implique pas la nécessité de monétariser et de marchandiser cette dernière. De plus, l'incorporation d'externalités positives non monétaires – et qui ne doivent pas être monétarisées – ne changerait rien à la valeur économique qui est engendrée par

²⁹ . La séparation entre valeur marchande et non marchande peut être représentée par un trait oblique (en pointillés) pour faire apparaître sur le schéma le fait que l'activité marchande peut engendrer des externalités positives (donc de la richesse, ici non monétaire) et que l'activité non marchande peut parfois engendrer des externalités négatives.

l'activité productive dans la sphère monétaire. Sauf à donner une valeur économique à la photosynthèse réalisée par la lumière du soleil, ou bien à verser un salaire maternel, ou encore à verser un revenu à l'individu qui « produit » du lien social dans son association. A ce moment-là, la marchandisation du monde serait en voie d'achèvement parce qu'enfin les capitalistes et les libéraux auraient réussi à faire coïncider exactement valeur d'usage et valeur (monétaire), c'est-à-dire richesse et valeur, niant ainsi les valeurs éthiques. Le dépassement du salariat ne peut provenir de la marchandisation croissante du monde mais au contraire de la préservation et de l'extension de la sphère non marchande, voire de celle non monétaire. Comme le dit Pierre-Noël Giraud : « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité »³⁰.

On peut donc revenir sur les implications logiques qui nous avaient permis dans la première partie de différencier les relations que l'on peut établir entre croissance et développement. En désignant par R la richesse sociale représentée dans le schéma précédent, V_m la valeur monétaire, V_{ma} la valeur marchande, V_{nma} la valeur non marchande, E_n les externalités négatives difficilement évaluables en monnaie, R_{nm} la richesse sociale non monétaire, et par $\Delta...$ la variation de chaque élément.

La proposition 1, considérant comme identiques croissance et développement, signifie que :

- 1.1. tout R_{nm} non monétarisable n'est pas considéré comme de la richesse
 - 1.2. tout E_n internalisable et donc monétarisable est intégré à V_{ma} et par conséquent à V_m
- il s'ensuit que :
- 1.3. $\Delta R = \Delta V_m$
 - 1.4. dans une logique d'accumulation capitaliste, V_{nma} doit se réduire au profit de V_{ma} (donc $\Delta V_{nma} < 0$ et $\Delta V_{ma} > 0$)
 - 1.5. et donc, à la limite, $\Delta R = \Delta V_{ma}$, c'est-à-dire il y a croissance et développement si et seulement si $\Delta V_{ma} > 0$.

La proposition 2 définissant la croissance comme une condition nécessaire mais non suffisante du développement signifie que :

- 2.1. tout R_{nm} non monétarisable est considéré comme de la richesse
- 2.2. E_n n'est pas considéré comme de la richesse
- 2.3. $R > V_m$, c'est-à-dire $V_m \subset R$

il s'ensuit que :

- 2.4. croissance économique = $\Delta V_m > 0$
- 2.5. développement = $[\Delta V_m > 0] \cap [(\Delta R_{nm} > 0) \cup (\Delta V_{nma} > 0)]$

La proposition 3 faisant de la croissance une condition non suffisante du développement ni toujours nécessaire reprend les conditions 2.1., 2.2. et 2.3.

- 3.1. tout R_{nm} non monétarisable est considéré comme de la richesse
- 3.2. E_n n'est pas considéré comme de la richesse
- 3.3. $R > V_m$, c'est-à-dire $V_m \subset R$

il s'ensuit que :

développement = $\Delta R > 0$, avec $[(\Delta R_{nm} > 0) \cup (\Delta V_{nma} > 0)] \cap [(\Delta V_m > 0) \cup (\Delta V_m < 0) \cup (\Delta V_m = 0)]$

La contrainte du raisonnement précédent réside dans l'impossibilité d'additionner des éléments qui les uns peuvent s'exprimer en monnaie et les autres ne le peuvent pas. Il est donc

³⁰ . P.N. Giraud [2004].

nécessaire de raisonner en termes de richesse physique, c'est-à-dire de valeurs d'usage. Autrement dit, aucun agrégat homogène ne peut en être déduit.

Le temps n'est pas nécessairement de l'argent, c'est l'argent qui est toujours du temps³¹

L'économiste américain Jeremy Rifkin, quelques années après avoir publié un best-seller établissant un pronostic erroné sur la fin du travail³², récidive en annonçant « une transformation radicale du capitalisme »³³ : « Dans les marchés, les marchandises sont des biens et c'est ce qui définit l'échelle des ressources et des valeurs. Dans les réseaux, la marchandise est le temps humain, qui devient la valeur primordiale. » Rifkin épouse ainsi la thèse de la « nouvelle économie »³⁴. Or, depuis sa naissance, le capitalisme vole le temps de l'homme. Marx en faisait le pivot de sa critique de l'aliénation, Max Weber³⁵ aussi le disait et André Gorz³⁶ le répète depuis cinquante ans. Mais, de plus, Rifkin se trompe en faisant implicitement sien l'aphorisme de Benjamin Franklin « le temps, c'est de l'argent ». Le temps n'est de l'argent grossissant le capital que si c'est du temps de travail validé par une vente. Rifkin est victime comme tous les économistes libéraux de l'illusion qui consiste à assimiler l'accaparement de la valeur – par le biais de marchés monopolistiques ou de réseaux dont les coûts de fonctionnement sont nuls – à de la création de valeur. Il croit à l'utopie capitaliste intégrale – le capital peut se passer du travail – qu'a rappelée cyniquement le PDG d'Alcatel³⁷.

Enfin que penser du classement des pays européens en terme de PIB par habitant publié par l'agence statistique Eurostat où la France n'arrive qu'en douzième position, ne devant que l'Espagne, le Portugal et la Grèce, alors qu'elle était au troisième rang en 1992³⁸ ? Ce recul s'explique par le moindre taux d'activité effective et par la baisse du temps de travail. Il ne suffit pas de faire la critique des méthodes statistiques souvent approximatives³⁹. Il faut dire et répéter que la mesure de la richesse et du bonheur par le PIB par habitant est réductrice. D'abord parce que la productivité par heure de travail est meilleure en France que partout ailleurs. Ensuite parce que, à condition que le travail soit réparti entre tous, une faible position en terme de PIB par habitant accompagnant une bonne position en terme de productivité horaire peut signifier qu'on prend le temps de vivre. Gilbert Cette exprime la même chose ainsi : « Soulignons ici que le niveau du PIB par habitant d'un pays ne peut être considéré comme le seul indicateur pertinent de son développement et de son niveau de vie. De nombreux autres facteurs influencent le niveau de vie. La perte de PIB associé à un ralentissement de la productivité peut néanmoins être associée à une amélioration du niveau de vie si ce ralentissement est lui-même source d'un meilleur confort de vie et s'il est perçu comme tel par la population concernée. *Il peut par exemple en être ainsi dans le cas d'une réduction de la durée du travail.* »⁴⁰

Des indicateurs de développement humain soutenable ?

Depuis une douzaine d'années, le Programme des Nations Unies pour le développement a mis au point des indicateurs de développement humain.⁴¹ Les perfectionnements apportés à

³¹ . Voir J.M. Harribey [2004-a].

³² . J. Rifkin [1996].

³³ . J. Rifkin [2001].

³⁴ . Voir J.M. Harribey [2004-a]

³⁵ . M. Weber [1964].

³⁶ . A. Gorz [1988].

³⁷ . Voir J.M. Harribey [2001-b ; 2001-c].

³⁸ . Voir A. Leparmentier [2002].

³⁹ . Voir J. Gadrey [2002] ; et F. Magnien, J.L. Tavernier, D. Thesmar [2002].

⁴⁰ . G. Cette [2004, p. 14, souligné par nous, voir aussi p. 26].

⁴¹ . PNUD [2001].

l'IDH par les économistes du PNUD au fil des ans permettent de délaissier les références normatives de maxima à atteindre fixées par rapport aux pays les plus avancés sur l'échelle du développement économique et qui avaient été retenues dans les premières moutures de cet indicateur. Ces perfectionnements aboutissent à fixer des normes de croissance absolues qui ne sont plus identifiées à tel ou tel pays-modèle mais qui constituent des références en elles-mêmes. Le but n'est même plus de donner un niveau de vie à tous les êtres humains qui soit équivalent à celui qu'ont déjà atteint certains, mais il est de croître sans fin. La méthodologie du PNUD n'est alors qu'idéologie. Mais elle ne serait pas une pleine idéologie si elle ne reflétait des intérêts en même temps que des valeurs. Comme il y a de fortes chances pour que les pays en tête du classement mondial aujourd'hui le soient encore dans 25 ans même s'ils n'y figureront plus seuls, et comme en revanche la probabilité pour que la planète puisse fournir à tous des ressources en quantité suffisante pour atteindre le plus haut niveau est très faible, la méthodologie de l'IDH consacre la division du monde entre riches et pauvres en mesurant le progrès humain à l'aune d'une norme qui ne résulte pas d'une procédure d'élaboration objective mais qui est la simple projection dans l'avenir de l'image chiffrée d'une situation socio-économique dont est exclue la majorité de l'humanité et qui précisément ne peut être érigée en norme que parce que la pérennité de cette exclusion est d'avance programmée. La norme devient la norme à atteindre pour une minorité et la norme inatteignable pour la majorité, une sorte de miroir aux alouettes qui remplit parfaitement son rôle en attirant les peuples vers les mirages du développement centré principalement sinon exclusivement sur l'économie marchande. Sachant que la planète est limitée et que, dans ces conditions, la pauvreté dans toutes ses formes n'est que l'envers de la richesse, les normes de progrès humain retenues par l'IDH entérinent pour demain le partage du monde d'aujourd'hui.

C'est encore la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange qui permet de récuser entièrement les propositions des économistes de l'environnement qui s'imaginent mesurer la valeur de la nature avec des critères monétaires. Bien qu'ils le prétendent tous, la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque. La « valeur » de la nature ressortit sans doute à l'éthique mais pas à l'économique. Et Say, une fois de plus, s'était trompé en disant que puisque nous obtenons les biens naturels gratuitement, c'est qu'ils sont inépuisables⁴². Seule la proposition inverse a un sens : s'ils étaient inépuisables, ils seraient gratuits.

De nombreuses recherches sont effectuées pour définir un agrégat de soutenabilité du développement. Ainsi on peut élaborer un *PIB vert* et un *Revenu national soutenable* (RNS). Le principe retenu est de défalquer du PIB non seulement la dépréciation du capital manufacturé (pour aboutir au PIN, produit intérieur net) mais aussi celle du capital naturel. Or les économistes de l'environnement évaluent cette dernière par le coût de la réparation des dommages causés à l'environnement. Le résultat aboutit à une contradiction car, outre la difficulté d'évaluer monétairement les dommages causés, l'indicateur de Revenu national soutenable reste marqué par la logique du PIB dont il est issu.

Si le coût social d'une dégradation de l'environnement était estimé pour une valeur supérieure à ce qu'il serait possible de réparer, alors, en dépit d'un solde environnemental négatif, le PIB s'accroîtrait. Isabelle Cassiers⁴³ fait remarquer que, par exemple, avec un dégât estimé à 3 milliards d'euros dont on pourrait réparer seulement le tiers, le PIB s'accroîtrait de 1 milliard alors que la ressource naturelle endommagée aurait vu sa valeur diminuer de 2 milliards. Cette remarque est juste mais les économistes de l'environnement pourraient objecter qu'il suffirait de défalquer les 3 milliards de dégâts avant de rajouter le milliard de réparation. Il faut donc dire que cette procédure serait la preuve même de la faillite théorique

⁴² . J.B. Say [1840, p. 68]

⁴³ . I. Cassiers [1996].

de leur démarche puisqu'ils n'évalueraient plus, comme ils le souhaitent, le dégât par le coût de la réparation.

Plus grave encore, si le dommage était exactement estimé par le montant de la réparation, cela reviendrait à inclure dans le PIB les activités de réparation et les soustraire ensuite pour tenir compte de la dégradation, ce qui aboutirait à détruire l'identité fondamentale de la comptabilité nationale entre les agrégats produit et revenu (voir encadré). La différence entre le revenu national et le revenu national soutenable représente le revenu avancé par les générations futures à la génération actuelle. Autrement dit, nous héritons de ceux qui devraient hériter de nous. Un agrégat censé refléter le souci d'équité intergénérationnelle avalise la spoliation, de même qu'un taux d'actualisation déprécie le futur. Pour cette raison, le revenu national soutenable, le PIN vert et donc le PIB vert n'ont pas grand sens.⁴⁴

Revenu national et revenu national soutenable

Le PIB (exprimé au coût des facteurs) est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, celles ne donnant lieu à aucune destruction ni restauration de ressources naturelles (appelons-les *propres*: VAB_p), celles donnant lieu à une destruction de celles-ci (VAB_d) et celles ayant été créées pour les restaurer (VAB_r):

$$PIB = \sum VAB = \sum VAB_p + \sum VAB_d + \sum VAB_r .$$

En faisant abstraction de toute TVA et du solde des revenus en provenance et en direction du reste du monde, le revenu national est égal au PIB moins l'amortissement du capital artificiel:

$$\begin{aligned} RN &= PIB - dK_m \\ &= \sum VAB_p + \sum VAB_d + \sum VAB_r - dK_m . \end{aligned}$$

Ce revenu national est encore égal à : $RN = \text{salaires} + \text{profits}$.

A quoi serait égal le revenu national soutenable ?

$$RNS = \sum VAB_p + \sum VAB_d + \sum VAB_r - dK_m - dK_n ;$$

or la dépréciation du capital naturel dK_n étant estimée par les coûts de restauration du patrimoine naturel endommagé, on aurait :

$$\begin{aligned} RNS &= \sum VAB_p + \sum VAB_d + \sum VAB_r - dK_m - \sum VAB_r \\ &= \sum VAB_p + \sum VAB_d - dK_m . \end{aligned}$$

L'identité de ce nouvel agrégat RNS avec la somme des revenus versés aux agents économiques, salaires et profits, n'est donc plus possible, le RNS étant inférieur au RN, sauf si on inventait la notion de salaires et profits soutenables.

Si, d'une période à l'autre, la variation du PIB et celle du coût de restauration des éléments naturels sont égales ou proportionnelles, les indications fournies par le PIN ou le RNS sont sans différence significative. En sens inverse, que signifierait une variation du RNS sans que l'on sache si elle est due à une variation du PIB plus ou moins importante que celle du coût de restauration, c'est-à-dire sans que l'on sache si elle est due à une variation des activités propres, des activités destructrices ou des activités de réparation ? Devant cette incertitude, il y a de forts risques pour que le RNS tombe en désuétude et que l'on revienne à l'observation de l'agrégat brut, c'est-à-dire que l'on délaisse la mesure des dépréciations de toutes sortes, celles du capital artificiel comme du patrimoine naturel, de la même façon que

⁴⁴ . Pour un examen complet des nouveaux indicateurs de bien-être, voir J. Gadrey, F. Jany-Catrice [2003], et pour une présentations résumée, voir ATTAC [2004].

l'habitude est de suivre l'évolution du produit intérieur brut alors que c'est véritablement le produit intérieur net qui est l'indicateur de la richesse créée au cours de la période. Cela constitue la deuxième raison qui prive le PIB vert de réelle portée.

La logique du PIB est de comptabiliser les activités monétisées marchandes et non marchandes, qu'elles soient destructrices et polluantes ou au contraire économes et réparatrices. Mais, comme on vient de le voir, il est illogique de concevoir un agrégat qui aurait pour tâche simultanément d'additionner les activités de réparation des dommages et de soustraire ces dommages qu'on ne sait pas mesurer autrement que par la valeur de la réparation. Il résulte de cette contradiction que le souci d'économiser les ressources naturelles ne peut être traduit dans un agrégat économique pour la simple raison qu'un agrégat économique n'est pas un agrégat d'*économie*.

Quelle critique de l'économie politique ?

L'économie politique classique doit certes être critiquée, mais en aucune manière sur des bases qui fleurent trop la théorie néo-classique que l'on doit considérer comme bien moins scientifique que son aïeule. Malheureusement, certaines thématiques actuelles risquent de nous faire régresser plutôt qu'avancer. Tel est le cas de l'idéologie de la « nouvelle économie » et du mirage d'une richesse jaillissant du virtuel, et tel est aussi le cas de l'idéologie prônant le recul des services non marchands comme moyen d'accroître la richesse disponible.

Le discours sur la « nouvelle économie » recouvre une réalité incontestable : l'évolution des techniques entraîne une transformation des manières de produire à travers le renouvellement complet des équipements, une mutation des objets et des services produits, et un changement dans la manière d'intégrer le savoir et l'information qui deviennent des éléments de plus en plus centraux de la production. Le bouleversement des rapports de forces dans la société n'est pas moindre, mais il est soumis à des éléments contradictoires : d'un côté, se manifeste une tentative d'assujettissement sous de nouvelles formes de la force de travail, de l'autre « le capitalisme cognitif est condamné à devoir vivre avec les acteurs sociaux des réseaux comme le capitalisme de grande fabrique dut s'accommoder des ouvriers »⁴⁵.

Mais le discours sur la « nouvelle économie » recouvre aussi un mythe, voire une mystification : le monde entrerait dans l'au-delà de la nécessité et de la rareté grâce aux vertus d'un capitalisme désormais promis à l'éternité. Ce mythe est largement diffusé par la théorie libérale-néoclassique qui domine l'enseignement de l'économie. Mais il trouve également un écho dans un courant qui se revendique de l'hétérodoxie et qui prétend justifier l'abandon simultané des fondements de l'économie politique et des fondements de la critique de celle-ci, telle que l'avait formulée Marx. Regardons-y de plus près.

L'économie politique naquit à la fin du XVIII^e siècle au moment où la révolution des rapports sociaux permit à la bourgeoisie montante de prolétarianiser une fraction croissante des populations rurales en déshérence pour impulser la dynamique de l'accumulation du capital par le biais du développement industriel. Les fondateurs de l'économie politique crurent découvrir alors des lois universelles et intemporelles gouvernant la production et l'échange de richesses : la propriété privée est un droit naturel, les hommes ont une propension à l'échange, leurs intérêts individuels coïncident avec l'intérêt général et le contrat marchand fonde la société. Ils se trompaient car les lois qu'ils mettaient au jour n'étaient pas naturelles mais sociales et historiques ; en fait, ce ne sont que les lois de l'économie capitaliste : par exemple, la tendance à accumuler le capital qui dégénère périodiquement en crise de surproduction, et la lutte pour la répartition du produit du travail qui oriente le sens de l'évolution de la société.

⁴⁵ . Y. Moulier Boutang [2000].

Cependant, en dépit de leur erreur épistémologique, les classiques eurent le mérite de mettre au centre de l'économie politique le problème de la richesse et de la valeur. Ils établirent l'irréductibilité de la richesse à la valeur : la lumière du soleil, l'air, les services publics et les services rendus dans un cadre domestique ou associatif, constituent des richesses, des valeurs d'usage, sans pour autant avoir de valeur marchande. Certes, ils voyaient cette dernière, que l'on n'allait pas tarder à identifier à « la valeur », comme une propriété immanente du travail concret effectué par le menuisier faisant un meuble ou par le tisserand filant du drap. Marx leur rétorquera justement que la valeur d'échange d'une marchandise ne dépend pas du travail de celui qui l'a produite mais des conditions techniques moyennes de production dans la société et de la rémunération moyenne du capital qu'exigent les capitalistes. Sur le marché capitaliste ne s'échangent donc pas directement des travaux particuliers mais du travail rendu abstrait, c'est-à-dire débarrassé de ses caractéristiques concrètes, pour ne se présenter que sous forme de valeur venant grossir le capital. Ainsi, la *possibilité* de la critique de l'économie politique était contenue en elle ; c'est ce qui fait toute sa force et cela suffit à justifier que l'on continue de l'étudier aujourd'hui. La théorie de l'exploitation du travail et donc sa critique radicale et définitive grâce au concept de plus-value de Marx est issue de l'économie politique, tout en constituant le noyau de la critique de cette dernière et, au-delà, de celle du capitalisme. En faisant des rapports sociaux le pivot de l'analyse du capitalisme, Marx sortit l'économie politique de son économisme et de son naturalisme.

Or, aujourd'hui, certains esprits⁴⁶ développent une « critique » qui prétend à la fois dépasser l'économie politique et... sa critique. Quelle est leur thèse ? Les nouvelles techniques introduiraient un nouveau paradigme, c'est-à-dire une révolution conceptuelle qui obligerait à abandonner toutes les catégories que nous utilisons pour analyser le capitalisme. Ainsi, le travail cesserait d'être le centre où se nouent les rapports sociaux capitalistes. Les plus osés allaient jusqu'à dire encore récemment que le travail était en voie de disparition et tous affirment qu'il ne peut plus constituer la substance de la valeur, que la valeur ne peut donc être la forme du travail abstrait, et par conséquent que la quantité de travail ne peut plus en être la mesure. Cela résulterait du passage d'une économie produisant de la matière à partir de la matière et du travail à une économie produisant de l'information à partir de l'information et des connaissances. Dans une telle économie, compteraient les multiples externalités positives qui naîtraient de la mise en réseau et qui constitueraient le nouveau cœur de la création de valeur. Enfin, les classes sociales disparaîtraient puisque la financiarisation de l'économie permettrait à tous d'accéder au bien-être.

La thèse de la fin du travail et du salariat comme réalité objective actuelle a été réfutée ailleurs⁴⁷. Bornons-nous ici à rappeler que l'augmentation de la productivité du travail qui résulte conjointement de l'amélioration des connaissances et du savoir-faire, du perfectionnement des techniques et de la mise en réseau des systèmes productifs et d'échange, n'infirme pas la théorie de la valeur-travail mais la confirme : au fur et à mesure que la productivité augmente, la valeur des marchandises diminue. Quand bien même le travail requis serait entièrement intellectuel, il n'en serait pas moins du travail, et quand bien même le travail nécessaire à la production diminuerait inexorablement jusqu'à disparition complète, cette théorie serait confirmée puisque la valeur d'échange tendrait vers zéro. Ce que ne comprennent ni les économistes libéraux actuels ni leurs faux critiques, c'est que plus la richesse produite augmente en termes physiques, c'est-à-dire en termes de *valeurs d'usage*, plus la *valeur d'échange* diminue. Pourquoi entrevoit-on la possibilité d'accéder aux logiciels gratuitement ? Parce qu'ils ne valent rien ou presque, ne nécessitant que peu ou pas de travail,

⁴⁶ . Sans être exhaustif et sans que ces auteurs se rejoignent en tout point, citons : J. Robin [1993 et 1994] ; D. Méda [1999] ; R. Passet [2000] ; J. Rifkin [2000] ; Y. Moulier Boutang [1999, 2001].

⁴⁷ . Voir J.M. Harribey, [1997 ; 2000].

ou plus exactement parce que leur conception – véritable travail immense – est amortie sur un très grand nombre de duplications qui, elles, ne coûtent qu'un travail infime.

Mais, comme l'ensemble de la production ne relève pas – on en est sans doute très éloigné – de l'automatisation complète et donc de l'abondance et de la gratuité, la lutte continue pour l'appropriation de la valeur créée par le travail, celui-ci étant loin d'avoir disparu dans le monde. D'abord, la guerre que mènent les détenteurs de capitaux contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail bat son plein. Ensuite, les concentrations d'entreprises par fusions ou absorptions se multiplient : leurs instigateurs entendent se positionner à la meilleure place pour capter le plus de valeur possible par le biais de prix de monopole bien au-dessus de la valeur des produits⁴⁸ ou tout simplement par le biais de la spéculation sur les plus-values futures.

L'apparence est donc trompeuse : on croit voir poindre de nouveaux secteurs économiques à l'origine d'une source miraculeuse de valeur ajoutée potentiellement infinie. Il n'en est rien : avant même de jaillir, cette source est tarie si elle ne contient en elle aucun travail. Elle ne produira de la valeur que pour autant qu'elle nécessitera du travail. En revanche, si cette production, dont on suppose qu'elle correspond à des besoins, ne requiert que peu de travail, la richesse produite sera proportionnelle à la productivité élevée, tout en n'ayant qu'une valeur faible mais pouvant être vendue à un prix démesuré. Tel est le paradoxe : faible valeur et prix élevé par captation de valeur pour les produits des secteurs dominants, paradoxe dont la levée démystifie la « nouvelle économie ».

Abordons maintenant les difficultés croissantes de mesure de la productivité au fur et à mesure que les services supplantent l'industrie et l'agriculture. Il y a des difficultés réelles et des difficultés imaginaires. On nous dit qu'il devient de plus en plus difficile de mesurer la production de services car on ne sait pas bien évaluer le service rendu et surtout l'amélioration de sa qualité. Voilà le genre de questionnement faux par excellence. S'est-on posé la question au sujet de la qualité du service rendu par l'automobile pour dénombrer le nombre d'automobiles sortant des chaînes et figurant au numérateur du rapport productivité ? S'est-on posé la même question au sujet des sacs de blé produits de manière intensive et polluante ou des millions de volailles élevées en batterie ? Non. Implicitement, comme M. Jourdain faisant de la prose sans le savoir, la distinction entre valeur d'usage et valeur était opérée. Pourquoi donc, subitement, argue-t-on d'une difficulté inédite à propos des services ? Il suffit de remettre à l'honneur la distinction ci-dessus et cesser de vouloir faire dire à un agrégat de PIB autre chose que ce pour quoi il est fait. On est bien obligé de conclure que ceux qui s'affolent au sujet de cette prétendue difficulté avaient préalablement intériorisé l'idée que le PIB pouvait mesurer le bien-être. Comment dans ce cas leur faire crédit quand ils prétendent renouveler la critique de l'économie politique ?

La fraction de la richesse constituée par les seules marchandises augmente au fur et à mesure que progresse la production, entendue comme volume physique ou encore comme quantité de valeurs d'usage. Si cette quantité progresse au même rythme que la productivité du travail, la quantité globale de travail reste la même, et par suite, la valeur, qui n'est que l'expression de cette dernière, ne varie pas. La valeur globale des marchandises n'augmente que pour autant que la production progresse plus rapidement que la productivité. Le fait que l'ensemble des valeurs d'usage englobe les valeurs d'usage qui ont, en outre, une valeur d'échange ne doit pas occulter celui que, en dynamique, l'évolution de la quantité de valeurs d'usage ne va pas nécessairement dans le même sens que celle de la quantité de valeur. La quantité de valeurs d'usage peut très bien augmenter alors que leur valeur globale diminue si la productivité du travail progresse plus rapidement que la production. *A fortiori*, les valeurs

⁴⁸ . Voir J.M. Harribey [2004-a]

d'usage correspondant à la sphère non monétaire sont totalement indépendantes d'une quelconque valeur.

Les statisticiens déploient des trésors d'ingéniosité pour isoler les évolutions en volume des évolutions de prix. L'enjeu est d'importance car il s'agit d'éviter une sous-évaluation de l'investissement et de la production puisque les prix industriels diminuent parallèlement à la hausse de la productivité du travail. Pour démêler l'effet prix et l'effet volume dans l'évaluation de l'investissement par exemple, les statisticiens ont recours à diverses méthodes dont aucune n'est satisfaisante⁴⁹ : méthode des services producteurs, méthode hédonique, méthode d'appariement, méthode des coûts des facteurs. La première méthode est celle qui intègre le plus l'amélioration de l'efficacité productive des équipements pour l'utilisateur et c'est celle qui annule le résidu « productivité totale des facteurs » ; à ce moment-là, l'amélioration de la productivité attribuée au travail s'en trouve accentuée. Notons le dilemme des économistes néo-classiques adoptant une « mesure de la valeur d'usage » (sic) et obligés de voir leur cher résidu de la croissance réduit à néant ! Le résultat est inverse au fur et à mesure qu'on passe aux autres méthodes pour finir avec la méthode des coûts des facteurs au point où le résidu « productivité totale des facteurs » est maximal.⁵⁰ Redisons-le, cette difficulté n'existe que dans la tête de ceux qui s'imaginent disposer avec les agrégats d'indicateurs mesurant à la fois la valeur (monétaire) et la valeur d'usage. Aristote pourrait leur être d'un grand secours...

En distinguant radicalement valeur d'usage et valeur d'échange, c'est-à-dire richesse et valeur, les classiques anglais et Marx laissèrent la porte théorique ouverte à une conception de la richesse qui ne soit pas réduite à ce qui est marchand et donc ayant un prix de marché. Au contraire, en niant la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange et surtout en fondant la seconde sur la première et donc en mettant un signe d'identité entre les deux, Say et ultérieurement les marginalistes et néo-classiques ont fermé définitivement la porte à une légitimité de la production de services non marchands. Puisque la satisfaction ne peut provenir que de valeurs d'usage (proposition juste) et que valeur d'échange est identique à valeur d'usage (proposition fausse car le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a une valeur d'usage mais pas de valeur d'échange), alors la satisfaction ne peut provenir que de l'extension perpétuelle de la valeur marchande (conclusion obligatoirement fausse dès l'instant où la seconde proposition l'est). La critique de ce que nous appelons aujourd'hui la marchandisation du monde avait été faite par Marx. Say a eu beau dire que tout bien utile est de la richesse, ce en quoi il a raison, lui-même et ses successeurs néo-classiques ont eu le tort d'en déduire que tout ce qui est utile *est* de la valeur sans préciser de quelle valeur il s'agit. C'est faire injure aux classiques anglais et à Marx que de dire qu'ils ont écarté la valeur d'usage. Ils ont simplement montré que l'objet de l'économie politique était de résoudre la question de la *valeur d'échange des marchandises*. Et Marx enfonce le clou en répétant sans cesse que la vente sur le marché valide le travail social dépensé. Il est regrettable que la plupart des manuels d'histoire de la pensée affirment que Marx a ignoré l'utilité des marchandises. Il avait tout simplement compris la différence entre une condition nécessaire et une condition nécessaire et suffisante et il avait intégré l'interaction entre l'organisation sociale de la production et l'utilité.

Jacques Généreux affirme que l'on peut légitimer les services publics par la théorie néo-classique de la valeur car, dit-il, la théorie de l'utilité marginale a définitivement, et de

⁴⁹ . Pour un aperçu, voir G. Cette, J. Mairesse, Y. Kocoglu [2000].

⁵⁰ . Les indices de prix à utilité constante aboutissent à des résultats contenus à l'intérieur des bornes données par les indices Laspeyre et Paasche, c'est-à-dire proches de l'indice de Fisher. Cf. Magnien F., Pougard J. [2000]. L'indice des prix (donc à quantités constantes) Laspeyre est plus élevé que l'indice des prix Paasche. De même pour l'indice des quantités (donc à prix constants).

manière correcte, résolu l'énigme de la valeur⁵¹. Or, dans la théorie néo-classique, le passage de l'utilité cardinale à l'utilité ordinale est effectué sur le papier mais jamais accompli en réalité. Car le dilemme suivant est insurmontable : ou bien on raisonne en termes de préférences ordinales et alors toute comparaison interpersonnelle et toute agrégation sont impossibles ; ou bien on raisonne en termes de préférences cardinales, ce qui rendrait possible la comparaison interpersonnelle mais à condition que l'utilité soit mesurable, ce qui est impossible. La différenciation des fonctions d'utilité fait resurgir subrepticement ce que l'on a cru chasser : une dérivée est une limite du rapport de deux accroissements ; l'obstacle de la mesure impossible réapparaît donc. L'égalité du rapport entre les prix et du rapport entre les utilités marginales (condition néo-classique d'optimum) est un résultat du processus d'échange (le rapport des prix peut *a posteriori* nous donner une indication du rapport des utilités marginales) et ne peut donc fonder, expliquer celui-ci.

La théorie de la valeur-travail n'est pas un « imbroglio impossible à démêler » comme le dit Généreux. Aujourd'hui on sait établir une correspondance entre les prix et l'équivalent monétaire d'une certaine quantité de travail qui, certes, rompt la correspondance exacte microéconomique avec le travail incorporé au sens de Ricardo, mais qui établit définitivement que, sur le plan global, seul le travail crée de la valeur nouvelle. Si l'on n'en était pas entièrement convaincu, comment expliquer qu'à long terme les prix baissent au fur et à mesure que progresse la productivité du travail ? Et comment pourrait-on affirmer dans le débat sur le financement des retraites que les actifs font toujours vivre les inactifs et que la capitalisation n'apporte aucune ressource globale supplémentaire ?⁵²

C'est donc la théorie classique et marxienne de la valeur – qui est une théorie des rapports sociaux avant d'être une théorie des prix – qui permet de légitimer la production de services collectifs non marchands, et cela bien que les classiques et Marx se soient surtout occupés de la valeur d'échange des marchandises. Ce ne peut être la théorie néo-classique erronée de la valeur-utilité qui a éliminé la première parce que précisément celle-ci faisait la part trop belle aux rapports sociaux dans l'explication des phénomènes économiques. Pour cela, la théorie néo-classique a répandu le mythe de l'*homo oeconomicus* et elle ne connaît que des individus isolés, la société n'existant pas. En bref, on ne peut pas légitimer la production des biens publics par une théorie de la valeur qui en supprime à la base la possibilité logique.

L'enfer est pavé de bonnes intentions. Reconsidérer la richesse n'exige pas seulement de réviser les indicateurs, c'est-à-dire l'instrument de mesure, ni même l'objet de la mesure. Cela exige de remettre en question l'organisation économique au service de laquelle est l'instrument de mesure pour promouvoir une facette restrictive de la richesse. Le changement d'indicateurs n'a de sens que s'il accompagne une transformation des rapports sociaux. Il serait paradoxal que nous disposions d'un « bon » indicateur de bien-être pendant que l'exploitation de la force de travail et de la nature perdure et que l'accumulation financière s'épanouisse.

L'empressement avec lequel certains apportent leur pierre au discrédit jeté sur l'économie politique classique et la critique qu'en avait faite Marx est curieux. S'agirait-il d'éviter un questionnement sur les rapports sociaux au sein desquels une certaine représentation de la richesse domine ? Dans ce cas, la reconsidération de la richesse serait de faible portée. S'il s'agissait au contraire de prendre ce problème à bras le corps, des perspectives nouvelles s'ouvriraient.

⁵¹ . J. Généreux [2000 ; 2001].

⁵² . Voir J.M. Harribey [2002-b].

Bibliographie

- AIE [2004], « Oil crises and climate challenges : 30 years of energy use in IEA countries », <http://www.iea.org>.
- ATTAC (sous la dir. de J.M. Harribey) [2004], *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Ed. Mille et une nuits.
- Cassiers I. [1996], « Comptes et légendes: les limites de la comptabilité nationale », *Reflets et perspectives de la vie économique*, décembre 1995, reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 2467, 10 avril.
- Castoriadis C., *Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe 3*, Paris, Seuil, 1990.
- Cette G. [2004], « Productivité et croissance : diagnostic macroéconomique et lecture historique », in Conseil d'analyse économique, « Productivité et croissance », Rapports de P. Artus et G. Cette, n° 48, Paris, La Documentation française, p. 9-84.
- Cette G., Mairesse J., Kocoglu Y. [2000], « La diffusion des technologies de l'information et de la communication en France : mesure et contribution à la croissance » dans Conseil d'analyse économique, *Nouvelle économie*, Rapport de M. Cohen et M. Debonneuil, n° 28, p. 87-113.
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement [1987], Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve.
- Delhommais P.A. [2004], « 2004, un choc pétrolier d'une autre essence », *Le Monde*, 7 septembre.
- Gadrey J. [2002], « A bas la dictature du PIB ! », *Le Monde*, 23 janvier.
- Gadrey J., Jany-Catrice F. [2003], *Les indicateurs de richesse et de développement, Un bilan international en vue d'une initiative française*, Rapport de recherche pour la DARES, mars, <http://www.travail.gouv.fr/etudes/pdf/indicateurs.pdf>.
- Généreux J. [2000], « Ce qui a de la valeur n'a pas de prix », *Alternatives économiques*, n° 185, octobre.
[2001], *Les vraies lois de l'économie*, Paris, Seuil.
- Georgescu-Roegen N., *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, 2° éd. fr., Paris, Sang de la terre, 1995.
- Giraud P.N., « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité », *Le Monde*, 6 mai 2004.
- Gorz A. [1988], *Métamorphoses du travail, Quête du sens, Critique de la raison économique*, Paris, Galilée.
- Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
[1998], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.
[2000], « De la fin du travail à l'économie plurielle : quelques fausses pistes », in Appel des économistes contre la pensée unique, *Le bel avenir du contrat de travail, Alternatives au social-libéralisme*, Paris, Syros, p. 19-40.
[2001-a], « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue Africaine des Sciences Economiques et de Gestion*, janvier-juin, vol. III, n° 1, p. 3-38, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/developpement-po=so.pdf>.
[2001-b], « L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur », *Le Monde*, 3 juillet, reproduit dans [2004-a].
[2001-c], « Peut-on mettre fin à une controverse scientifique quand elle est un enjeu social ? », *Le Passant Ordinaire*, n° 36, septembre-octobre, reproduit dans [2004-a].

[2002-a], « Le capitalisme transmet la rareté », *Le Passant Ordinaire*, n° 38, janvier-février, reproduit dans [2004-a].

[2002-b], « Le discours libéral sur les retraites oscille entre sophismes et apories », Communication au Forum social européen, 7 novembre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/retraites/retraites9.pdf>.

[2003], « La productivité à bon escient », *Politis*, n° 757, 26 juin.

[2004-a], *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2002, 2^e éd.

[2004-b], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique pour le développement », Document de travail n° 91, CED de l'Université Bordeaux IV, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/matisse.pdf>.

- Latouche S. [1989], *L'occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte.

[1994], « Développement durable : un concept alibi, Main invisible et mainmise sur la nature », *Revue Tiers Monde*, tome XXXV, n° 137, janvier-mars, p. 77-94.

[2001], « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai.

[2002], « Le développement durable, c'est impossible », propos recueillis par F. Nicolino, *Terre Sauvage*, novembre.

[2003-a], *Justice sans limites, Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée*, Paris, Fayard.

[2003-b], *Décoloniser l'imaginaire, La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, L'Aventurine, Parangon.

[2003-c], « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in Comelieu C. (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, p. 123-134.

[2003-d], « Pour une société de décroissance », *Le Monde diplomatique*, novembre.

- Leparmentier A. [2002], « Un palmarès de la richesse met la France en queue de peloton », *Le Monde*, 15 janvier.

- *L'Ecologiste* [2001], « Défaire le développement, refaire le monde », n° 6, hiver.

- Magnien F., Pougard J. [2000], « Les indices à utilité constante », *Economie et statistique*, n° 335, 5, p. 81-94.

- Magnien F., Tavernier J.L., Thesmar D. [2002], « Les statistiques internationales de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat : une analyse des résultats », INSEE, Série des documents de travail de la Direction des études et synthèses économiques, G 2002/01, février.

- Marx K., *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965-a.

[1965-b], *Critique du programme du parti ouvrier allemand, 1875*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.

[1968-a], *Le Capital, Livre II*, 1885, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-b], *Principes d'une critique de l'économie politique, 1857-1858*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1968-c], *Matériaux pour l'économie, 1861-1865*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

[1974, 1975, 1976], *Théories sur la plus-value*, Paris, Ed. Sociales, tomes I, II et III.

- Méda D. [1999], *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier.

[2001], « Quelques notes pour en finir (vraiment) avec la "fin du travail" », *Revue du MAUSS semestrielle*, « travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la "fin du travail" », n° 18, 2^e semestre, p. 71-78.

- Moulier Boutang Y. [1999], « Refuser la pensée unique de la "valeur-travail" », *Vert Europe*, n° 1, février.

- [2000], « L'âme et la loi », *L'Humanité*, 29 juin, supplément.
- [2001], « Marx en Californie : le troisième capitalisme et la vieille économie politique », Congrès Marx International III, Université Paris X, Nanterre, 26 au 29 septembre.
- Passet R. [2000], *L'illusion néo-libérale*, Fayard.
 - PNUD [2001], *Rapport mondial sur le développement humain 2001*, Bruxelles, De Boeck & Larcier.
 - [2002], *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, Bruxelles, De Boeck.
 - Rifkin J. [1996], *La fin du travail*, Paris, La Découverte.
 - [2000], *L'âge de l'accès, La révolution de la nouvelle économie*, Paris, La Découverte.
 - [2001], « Quand les marchés s'effacent devant les réseaux », *Le Monde diplomatique*, juillet.
 - Rist G. [2001], *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 1996, 2^e éd.
 - [2003], « Le "développement" : la violence symbolique d'une croyance », in C. Comeliau (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, p. 135-151.
 - Robin J. [1993 et 1994], *Quand le travail quitte la société post-industrielle*, GRIT éditeur, 2 vol.
 - Say J.B., *Cours complet d'économie politique pratique*, Paris, Guillaumin, Librairie, tome 1.
 - *Silence* [2002], « La décroissance », n° 280, février.
 - [2003], (Sous la coord. de Bernard Michel, Cheynet Vincent, Clémentin Bruno), « Objectif décroissance, Vers une société harmonieuse », Paris, Ed. Parangon.
 - Smith A. [1991], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 2 tomes.
 - Ventelou B. [2001], *Au-delà de la rareté, La croissance économique comme construction sociale*, Paris, A. Michel.
 - Viveret P. [2003], *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube.
 - Weber M. [1964], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905, Paris, Plon-Agora.